ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Entreprises et Participations publiques, le 6 mars 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", a donné le 10 mars 2000 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 6 maart 2000 door de Minister van Overheidsbedrijven en Participaties verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving en van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven", heeft op 10 maart 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée comme suit :

> "(...) door dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit het feit die wet de omzetting inhoudt van richtlijn 1999/5/EG van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 1999 betreffende radioapparatuur en telecommunicatie-eindapparatuur en de wederzijdse erkenning van hun conformiteit en van richtlijn 1999/64/EG van de Commissie van 23 juni 1999 tot wijziging van richtlijn 90/388/EEG teneinde ervoor te zorgen dat telecommunicatie- en kabeltelevisienetten die eigendom van eenzelfde exploitant zijn, gescheiden juridische eenheden vormen, (...).".

*

* *

Si l'urgence peut, moyennant une légère adaptation de la motivation qui en est donnée, être admise dès lors qu'il appert de la lecture des directives qu'il s'agit de transposer, que leur transposition doit être terminée, respectivement pour le 7 avril 2000 et le 30 avril 2000, par contre, certaines dispositions du texte en projet n'ont aucun rapport avec lesdites directives. Tel est, notamment, le cas de la section 2 du chapitre III relative aux services postaux et des articles 23 et 24. La demande d'avis est, dès lors, irrecevable en ce qui concerne ces dispositions.

OBSERVATION GENERALE

Comme l'a déjà fait observer la section de législation du Conseil d'Etat dans l'avis n° L. 29.697/4, donné le 10 décembre 1999, sur un projet d'arrêté royal modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en fonction de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité, la rédaction des dispositions transposant les directives communautaires laisse à désirer. Il convient de respecter, autant que possible, la terminologie exacte des directives à transposer, en ayant égard tant à la version française qu'à la version néerlandaise de celles-ci, et de transposer chaque disposition de manière complète (1). Outre les observations qui seront faites lors de l'examen des articles, l'on relèvera, notamment, les exemples suivants :

- la définition de la notion d'"Equipement terminal" que donne l'article 68, 7°, en projet de la loi du 21 mars 1991, précitée, ne correspond qu'imparfaitement à la définition que donne la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée, en son article 2, b), de la notion d'"équipement terminal de communication";

---

(1) On relève notamment que l'avant-projet ne transpose pas l'article 9, § 1er de la directive 1999/5/CE, précitée.

- l'article 68, 31°, en projet de la loi du 21 mars 1991, précitée, définit la notion d'"Equipement" comme étant "tout produit qui ...", alors que la directive définit la notion d'"appareil" comme étant tout équipement qui ...";

- à l'article 10 (article 93, § 1er, 2°, en projet de la loi du 21 mars 1991, précitée), l'on relèvera, notamment, que le texte en projet mentionne "les équipements hertziens qui provoquent des interférences nuisibles" alors que l'article 9, paragraphe 5, a), ii), de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée, vise les "équipements hertziens qui provoquent des interférences dommageables";

- à l'article 11 (article 94, 1°, en projet de la loi du 21 mars 1991, précitée), il y a lieu d'utiliser les termes "exigences essentielles" et non "exigences de base"; en outre, le texte en projet ne transpose pas l'article 6, paragraphe premier, de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée, de manière complète;

- à l'article 12 (article 95, 4°, en projet de la loi du 21 mars 1991, précitée), l'auteur du projet utilise les mots "produits, appareils et éléments", alors que l'annexe I de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée, mentionne des "produits, équipements ou éléments";

- l'article 95, 6°, en projet de la loi du 21 mars 1991, précitée, ne transpose pas correctement l'article 8, paragraphe 2, de la directive 1999/5/CE, précitée.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Examen du projet

Arrêté de présentation

Dans le dernier alinéa de l'arrêté de présentation, il convient d'ajouter les mots "et de déposer à la Chambre des représentants" entre les mots "de soumettre aux Chambres législatives" et les mots "le projet de loi".

Dispositif

Article 2

Comme la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications n'a pas encore été citée avec sa date et son intitulé complet dans un article du dispositif, il convient de la citer avec cette date et cet intitulé à l'article 2.

Article 3

L'arrêt de la Cour d'arbitrage du 7 février 1991, n° 1/91 (1), a annulé l'article 10 de la loi du 30 juillet 1979, précitée, dans la mesure où la généralité de l'habilitation faite au Roi, en son alinéa 1er, permet à l'autorité fédérale de régler la matière de la radiodiffusion au-delà de sa compétence, c'est-à-dire, au-delà de ce qui concerne la police générale des ondes radioélectriques.

Aussi, plutôt que de modifier l'article 10, alinéa 1er, de la loi du 30 juillet 1979, précitée, il serait préférable de le réécrire complètement en prenant soin de rester dans les limites de la compétence de l'autorité fédérale.

Article 5

(article 68 en projet de la loi du 21 mars 1991 précitée)

1. L'article 68, 6°, de la loi du 21 mars 1991, précitée, est modifié afin d'adapter la définition du "Point de terminaison du réseau" à l'article 2, e), de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que la notion de "point de terminaison d'un réseau" est également définie à l'article 68, 14°, en projet et ce, d'une manière conforme aux termes de l'article 2, e), de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée.

---

(1) Moniteur belge du 28 février 1991. Voir aussi l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 25 janvier 1990, n° 7/90, Moniteur belge du 4 avril 1990.

2. Le texte en projet ne reprend pas les définitions de l'article 2, d), f), g), h) et i) de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée. Il appartient à l'auteur du projet de vérifier attentivement, ce que le Conseil d'Etat ne peut faire dans le bref délai qui lui est imparti, si ces définitions n'apparaissent pas dans le texte en projet ou dans une autre définition. Si tel est le cas, l'article 5 devra être complété. Ainsi, la notion d'ondes hertziennes est utilisée dans la définition de l'"équipements hertzien"; il convient donc de la définir conformément à l'article 2, d), de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée.

Article 7

(article 92bis, § 1bis de la loi du 21 mars 1991 précitée)

Il est suggéré d'écrire le paragraphe 1erbis comme suit :

"§ 1erbis. Une personne juridique qui exploite un réseau public de télécommunications ne peut exploiter un réseau câblé de télévision lorsqu'elle (...).".

L'on précisera en outre, dans l'exposé des motifs, que cette disposition ne fait pas obstacle à ce que la personne juridique qui exploite le réseau câblé de télévision soit une filiale, même à 100 %, de la personne juridique qui exploite le réseau public de télécommunication (1).

---

(1) Voir à cet égard le considérant n° 11 de la directive 1999/64/CE, du 23 juin 1999.

Article 8

(article 92 quater en projet de la loi du 21 mars 1991 précitée)

1. Bien que l'exposé des motifs ne le précise nullement, cet article vise à transposer l'article 4, paragraphe 2, de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée. Il y a lieu de transposer cette disposition de la directive de manière complète et en en respectant les termes.

A cet égard, les services de la Commission ont exprimé le point de vue suivant :

> "(...) The intention of the publication is to ensure that any manufacturer has the appropriate technical data to construct a terminal, which properly interoperates with the public telecommunication service. Therefore all market players, which define technical aspects of the service have to notify those under article 4.2.
>
> This can be a cascade of players, e.g. :
>
> a. Belgacom specifying the basic technical characteristics of the telephone line.
>
> b. A service provider defining authentication procedures to access specific telecommunications services.
>
> Whether or not the Belgian implementing text is correct depends on the definition of the term "aanbieder" (NL) or "exploitants" (FR). If it is assumed, that these entities only sell services (like in the UK definition of the term "service provider") then they don't have to publish, since they don't add technical characteristics. If however they do, they should also notify.

The text should thus be reviewed to ensure that "service providers" wouldn't be covered by the obligation (...).".

Article 9

Si l'auteur du projet entend remplacer, dans l'intitulé du chapitre VIII du titre III de la loi du 21 mars 1991, précitée, les mots "équipements terminaux" par les mots "équipements" il serait logique de procéder à la même modification dans les dispositions du chapitre.

Article 10

(article 93 en projet de la loi du 21 mars 1991 précitée)

1. Le texte en projet a une portée plus large que l'article 9, paragraphe 5, de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée. Alors que ce dernier permet seulement d'interdire ou de restreindre la mise sur le marché ou d'exiger le retrait du marché d'équipements hertziens qui provoquent ou sont susceptibles de provoquer des interférences dommageables, le texte en projet interdit de détenir, de commercialiser et d'utiliser des équipements qui portent atteinte ou tentent de porter atteinte au respect des lois, à la sécurité de l'Etat, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.

Dans l'avis n° L. 29.697/4 précité, la section de législation du Conseil d'Etat avait formulé l'observation suivante à propos d'une disposition qui permettait d'interdire de mettre sur le marché ou d'utiliser des équipements

qui constituent un danger pour la moralité publique, l'ordre public, la sécurité publique, la santé, la vie des personnes, animaux et plantes, le patrimoine national artistique, historique et archéologique ou la propriété industrielle et commerciale :

> "Dans le bref délai qui lui est imparti, la section de législation n'a pas pu déterminer avec certitude si cette disposition est bien compatible avec l'article 9, paragraphe 5, de la directive 1999/5/CE, cette disposition de droit communautaire étant susceptible de diverses interprétations.
>
> Dans ce cas également, il serait souhaitable que l'auteur du projet s'informe auprès des services de la Commission de l'interprétation qu'il y a lieu de lui donner et adapte, le cas échéant, la disposition examinée en conséquence.".

Interrogée à propos du texte en projet, la Commission estime que :

> "(...) The implementation of article 9.5 indeed seems to be incorrect. Article 9.5 is the ultimate safeguard to ensure that radio equipment does not transmit in frequency bands, which haven't been allocated. It should only be applied restrictively (...).
>
> The draft text categorically states that certain classes of equipment are not allowed to be marketed on the Belgian territory. This is contrary to the article, which foresees a specific decision, which needs to be proportional and thus should only be taken, when the other safeguards of the Directive do not suffice.".

Ce point de vue n'est pas partagé par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications ainsi qu'il résulte d'une note de son administrateur général, du 22 février 2000, dans laquelle celui-ci invoque l'article 30 du Traité instituant la Communauté européenne pour justifier

le texte en projet. Dans le bref délai qui lui a été imparti, il n'a pas été possible à la section législation de se prononcer sur le bien fondé des thèses en présence.

2. L'article 93 en projet constitue une exception au principe, contenu à l'article 94 selon lequel la commercialisation de tout appareil qui satisfait aux exigences essentielles est libre. Il serait, dès lors, plus logique d'inverser l'ordre de ces deux articles.

Article 11

(article 94 en projet de la loi du 21 mars 1991 précitée)

1. Il convient de revoir la structure de l'article 94 en projet. Les points 2° à 6° ne s'intègrent, en effet, pas dans l'énumération qui est introduite au début de l'article. Il convient de faire figurer chaque point sous la forme d'un alinéa.

Mieux vaut rédiger le début de l'alinéa 1er comme suit :

"Des équipements ne peuvent être détenus ou commercialisés que s'ils sont conformes aux exigences essentielles, à savoir :".

2. Le 2° permet au Roi, sur proposition de l'Institut, d'imposer des exigences de base supplémentaires pour certains équipements. Cette disposition vise à transposer

l'article 3, paragraphe 3, de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée, qui donne à la Commission le pouvoir de décider que des appareils relevant de certaines catégories d'équipements ou certains type d'appareils doivent être construits en respectant certaines exigences. L'attention des auteurs du projet est attirée sur ce que conformément à cette disposition de la directive, l'habilitation donnée au Roi lui permet seulement d'adapter la liste des exigences essentielles aux conditions supplémentaires qui seront, le cas échéant, décidées par la Commission.

3. Au 3°, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée, ne pourra être considérée comme correctement transposée que lorsque la procédure d'évaluation de conformité aura été arrêtée par le Roi dans le respect des articles 10 et 11 de ladite directive et des annexes y mentionnées.

4. Au 4°, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée, ne pourra être considérée comme correctement transposée que lorsque les règles relatives au marquage "CE" de conformité auront été arrêtées par le Roi dans le respect de l'article 12 de ladite directive, et des annexes y mentionnées (1).

---

(1) Il conviendra, le cas échéant, de revoir l'arrêté royal du 10 novembre 1996 relatif à l'agrément d'appareils terminaux de télécommunications, modifié par l'arrêté royal du 20 septembre 1998.

5. Le 5° transpose de manière très incomplète l'article 6, paragraphe 3, de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée, et s'écarte des termes utilisés dans celle-ci. A titre d'exemple, il ne précise pas sur qui pèse l'obligation d'information.

L'article 6, paragraphe 3 de la même directive, ne pourra être considéré comme transposé que lorsque les précisions qu'il contient auront été arrêtées par le Roi en vertu de l'habilitation contenue dans le texte en projet.

6. Le 6° ne transpose pas correctement l'article 6, paragraphe 4, de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée, en ce qu'il n'indique pas sur qui pèse l'obligation de notification et ne transpose en rien l'alinéa 2 du paragraphe 4 de la même directive.

7. Il y a lieu de transposer également l'article 5, paragraphe 1er de ladite directive.

Article 12

(article 95 de loi du 21 mars 1991 en projet précitée)

L'article 2 du règlement (CEE) n° 3922/91 du Conseil, du 16 décembre 1991, relatif à l'harmonisation de règles techniques et de procédures administratives dans le domaine de l'aviation civile (1), ne définit pas la notion

(1) Voir J.O., L373, 31 décembre 1991.

d'"appareils" dont il est question à l'article 95, 4°, en projet, qui renvoie pourtant à ce règlement (CEE) n° 3922/91. Il convient de corriger la disposition en projet afin de n'y citer que des notions qui sont définies dans la norme à laquelle il est renvoyé.

Article 14
(article 96bis en projet de la loi du 21 mars 1991 précitée)

1. A l'article 96bis en projet, il est fait état d'équipements satisfaisant aux conditions légales. Il serait à tout le moins souhaitable, que dans l'exposé des motifs plus de précisions soient données quant à ces "conditions légales", étant entendu que celles-ci ne peuvent être autres que celles fixées par la législation ou la réglementation applicables en la matière, en vue d'assurer la transposition de la directive 1999/5/CE, précitée.

2. Le paragraphe 2 ne transpose pas de manière correcte l'article 7, paragraphe 4, de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée. Ce dernier permet à l'exploitant de refuser la connexion d'un appareil, de le déconnecter ou de le retirer du service, tandis que le texte en projet vise, quant à lui, également la commercialisation d'un appareil. En outre, le texte en projet s'écarte des termes utilisés dans la directive.

Article 16

(article 121 en projet de la loi du 21 mars 1991 précitée)

1. Il y a lieu de préciser, à tout le moins dans l'exposé des motifs, que les trois conditions sont cumulatives.

2. Par ailleurs, l'article 18, paragraphe 2, de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999, précitée, vise uniquement les appareils qui ont été mis sur le marché au plus tard deux ans après son entrée en vigueur, alors que le texte en projet vise également les appareils fabriqués avant cette date.

OBSERVATIONS FINALES

1. Dans les phrases liminaires, il convient, en cas de modifications ou d'abrogation d'un texte de citer toutes les modifications expresses et encore en vigueur antérieurement apportées. Il y a dès lors lieu d'omettre les modifications devenues sans objet.

2. La rédaction du texte laisse à désirer du point de vue de la légistique formelle (1).

---

(1) Voir à cet égard la circulaire de légistique formelle publiée sur le site du Conseil d'Etat, dont l'adresse est : http://raadvst-consetat.fgov.be/.

On sera notamment attentif au respect des règles qui suivent :

1° la numérotation des chapitres et sections se fait en chiffres cardinaux romains, sauf celle des premiers d'entre eux, qui se fait en toutes lettres. C'est ainsi par exemple qu'il convient de numéroter le premier chapitre "Chapitre premier" au lieu de "Chapitre Ier";

2° il convient de ne pas diviser un article en paragraphes si aucun de ces derniers ne comporte plusieurs alinéas;

3° il convient d'écrire "§ 1er", en chiffre ordinal, au lieu de "§ 1";

4° lorsqu'il est procédé à une énumération dans une phrase, il convient de ne pas faire figurer de phrases incidentes parmi cette énumération, afin de ne pas y introduire des ruptures;

5° dans les énumérations, les différents éléments énumérés sont, sauf le dernier d'entre eux, à faire suivre par un point-virgule, non par un point;

6° lorsqu'une partie d'article est citée dans une disposition, il convient de procéder à cette citation en faisant figurer une virgule après le numéro de l'article, ainsi qu'après la subdivision de l'article qui est citée;

7° il convient de ne pas abuser des majuscules.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering aldus :

> "(...) door dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit het feit die wet de omzetting inhoudt van richtlijn 1999/5/EG van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 1999 betreffende radioapparatuur en telecommunicatie-eindapparatuur en de wederzijdse erkenning van hun conformiteit en van richtlijn 1999/64/EG van de Commissie van 23 juni 1999 tot wijziging van richtlijn 90/388/EEG teneinde ervoor te zorgen dat telecommunicatie- en kabeltelevisienetten die eigendom van eenzelfde exploitant zijn, gescheiden juridische eenheden vormen, (...).".

*

* *

Aangezien uit de om te zetten richtlijnen blijkt dat ze respectievelijk tegen 7 april 2000 en 30 april 2000 omgezet moeten zijn, kan de dringende noodzakelijkheid weliswaar worden aanvaard mits de motivering ervan lichtjes wordt aangepast, maar sommige bepalingen van het ontwerp hebben daarentegen niets met de genoemde richtlijnen te maken. Dat geldt onder meer voor hoofdstuk III, afdeling 2 "De Postdiensten", en voor de artikelen 23 en 24. Wat die

bepalingen betreft, is de adviesaanvraag dus niet-ontvankelijk.

ALGEMENE OPMERKING

Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State al heeft opgemerkt in advies nr. L. 29.697/4 van 10 december 1999 over een ontwerp van koninklijk besluit tot aanpassing van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijn 1999/5/EG van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 1999 betreffende radioapparatuur en telecommunicatie-eindapparatuur en de wederzijdse erkenning van hun conformiteit, laat de redactie van de bepalingen tot omzetting van de richtlijnen van de Europese Gemeenschap te wensen over. De exacte terminologie van de om te zetten richtlijnen moet zoveel mogelijk in acht worden genomen, waarbij zowel rekening moet worden gehouden met de Nederlandse als met de Franse versie ervan, en elke bepaling moet volledig worden omgezet (1). Naast de opmerkingen die tijdens het onderzoek van de artikelen zullen worden gemaakt, worden inzonderheid de volgende voorbeelden aangehaald :

- de definitie van het begrip "eindapparatuur" in het ontworpen artikel 68, 7°, van de voornoemde wet van 21 maart 1991 stemt slechts gedeeltelijk overeen met de

(1) Onder meer valt op te merken dat artikel 9, lid 1, van de voornoemde richtlijn 1999/5/EG niet door het voorontwerp wordt omgezet.

definitie van het begrip "telecommunicatie-eindapparatuur" in artikel 2, b), van de voornoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999;

- in het ontworpen artikel 68, 31°, van de voornoemde wet van 21 maart 1991 wordt het begrip "Apparatuur" omschreven als "alle producten die ...", terwijl het begrip "apparatuur" in de richtlijn omschreven wordt als "alle apparatuur die ...";

- bij artikel 10 (ontworpen artikel 93, § 1, 2°, van de voornoemde wet van 21 maart 1991) valt inzonderheid op te merken dat in de Franse lezing van de ontworpen tekst sprake is van "équipements hertziens qui provoquent des interférences nuisibles", terwijl de Franse tekst van artikel 9, lid 5, a), ii), van de voornoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999 betrekking heeft op "équipements hertziens qui provoquent des interférences dommageables";

- in artikel 11 (ontworpen artikel 94, 1°, van de voornoemde wet van 21 maart 1991) moeten in plaats van het woord "basisvereisten" de woorden "essentiële eisen" worden gebruikt; bovendien wordt artikel 6, lid 1, van de voornoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999 niet volledig omgezet in de ontworpen tekst;

- in de Franse versie van artikel 12 (ontworpen artikel 95, 4°, van de voornoemde wet van 21 maart 1991) gebruikt de steller van het ontwerp de woorden "produits, appareils et éléments", terwijl in bijlage I

van de voornoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999 de woorden "produits, équipements ou éléments" worden gebruikt;

- het ontworpen artikel 95, 6°, van de voornoemde wet van 21 maart 1991 zet artikel 8, lid 2, van de voornoemde richtlijn 1999/5/EG niet correct om.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Onderzoek van het ontwerp

Indieningsbesluit

Het laatste lid van het indieningsbesluit behoort als volgt te worden gesteld :

"Onze Minister van Telecommunicatie is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen :".

Dispositief

Artikel 2

Aangezien de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving met de datum en het volledige opschrift ervan nog niet in een artikel van het dispositief is

vermeld, moet deze met opgaaf van datum en opschrift in artikel 2 worden vermeld.

Artikel 3

Het Arbitragehof heeft artikel 10 van de voornoemde wet van 30 juli 1979 bij arrest nr. 1/91 (1) van 7 februari 1991 vernietigd, in zoverre wegens het algemeen karakter van de aan de Koning verleende machtiging de federale overheid de aangelegenheid van de radio-omroep vermag te regelen buiten haar bevoegdheid, namelijk buiten de algemene politie van de radio-elektrische golven.

In plaats van artikel 10, eerste lid, van de voornoemde wet van 30 juli 1979 te wijzigen, zou het dus beter zijn dat lid volledig te herschrijven en daarbij binnen de perken van de bevoegdheid van de federale overheid te blijven.

Artikel 5

(ontworpen artikel 68 van de voornoemde wet van 21 maart 1991)

1. Artikel 68, 6°, van de voornoemde wet van 21 maart 1991 wordt zo gewijzigd dat de definitie van het begrip "Netwerkaansluitpunt" in overeenstemming wordt gebracht met artikel 2, e), van de voormelde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999.

---

(1) Belgisch Staatsblad van 28 februari 1991. Zie ook arrest nr. 7/90 van 25 januari 1990 van het Arbitragehof, Belgisch Staatsblad van 4 april 1990.

De steller van het ontwerp wordt erop attent gemaakt dat het begrip "netwerkaansluitpunt" ook omschreven wordt in het ontworpen artikel 68, 14°, deze keer conform artikel 2, e), van de voornoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999.

2. De definities van artikel 2, d), f), g), h) en i), van de voormelde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999 worden in de ontworpen tekst niet overgenomen. De steller van het ontwerp dient zelf aandachtig na te gaan of die definities niet in de ontworpen tekst of in een andere definitie voorkomen, de Raad van State heeft zich daarvan niet kunnen vergewissen, gelet op de korte termijn waarbinnen deze het advies moet uitbrengen. Zo niet moet artikel 5 worden aangevuld. Zo wordt het begrip "radiogolven" gebruikt in de definitie van "radioapparatuur". Dat begrip moet dus worden omschreven overeenkomstig artikel 2, d), van de voornoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999.

Artikel 7

(artikel 92bis, § 1bis, van de voornoemde wet van 21 maart 1991)

Voorgesteld wordt paragraaf 1bis als volgt te stellen :

"§ 1bis. Een rechtspersoon die een openbaar telecommunicatienetwerk exploiteert, mag slechts een kabeltelevisienet exploiteren wanneer hij (...).".

In de memorie van toelichting moet bovendien worden gepreciseerd dat deze bepaling er niet aan in de weg staat dat de rechtspersoon die het kabeltelevisienet exploiteert een dochteronderneming is, zelfs voor 100 %, van de rechtspersoon die het openbaar telecommunicatienetwerk exploiteert (1).

Artikel 8

(ontworpen artikel 92quater van de voornoemde wet van 21 maart 1991)

1. Hoewel dit nergens in de memorie van toelichting vermeld wordt, beoogt dit artikel de omzetting van artikel 4, lid 2, van de voornoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999. Deze bepaling van de richtlijn moet volledig en overeenkomstig de bewoordingen ervan worden omgezet.

In dat verband hebben de diensten van de Commissie het volgende standpunt uiteengezet :

> "(...) The intention of the publication is to ensure that any manufacturer has the appropriate technical data to construct a terminal, which properly interoperates with the public telecommunication service. Therefore all market players, which define technical aspects of the service have to notify those under article 4.2.
>
> This can be a cascade of players, e.g. :
>
> a. Belgacom specifying the basic technical characteristics of the telephone line.

---

(1) Zie in dat verband considerans nr. 11 van richtlijn 1999/64/EG van 23 juni 1999.

b. A service provider defining authentication procedures to access specific telecommunications services.

Whether or not the Belgian implementing text is correct depends on the definition of the term "aanbieder" (NL) or "exploitants" (FR). If it is assumed, that these entities only sell services (like in the UK definition of the term "service provider") then they don't have to publish, since they don't add technical characteristics. If however they do, they should also notify.

The text should thus be reviewed to ensure that "service providers" wouldn't be covered by the obligation (...).".

Artikel 9

Als de steller van het ontwerp het woord "eindapparatuur" in het opschrift van titel III, hoofdstuk VIII, van de voornoemde wet van 21 maart 1991 door het woord "apparatuur" wil vervangen, zou het logisch zijn die wijziging ook in de bepalingen van het hoofdstuk aan te brengen.

Artikel 10

(ontworpen artikel 93 van de genoemde wet van 21 maart 1991)

1. De ontworpen tekst heeft een ruimere strekking dan artikel 9, lid 5, van de genoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999. Terwijl krachtens laatstgenoemde richtlijn het op de markt brengen van radioapparatuur die schadelijke interferentie veroorzaakt of kan veroorzaken, alleen

verboden of beperkt kan worden, of geëist kan worden dat die apparatuur van de markt worden verwijderd, verbiedt de ontworpen regeling het houden, het commercialiseren of het gebruik van apparatuur die de naleving van de wetten, de veiligheid van de Staat, de openbare orde of de goede zeden in het gedrang brengt of poogt in het gedrang te brengen.

In het genoemde advies nr. L. 29.697/4 had de afdeling wetgeving van de Raad van State de volgende opmerking gemaakt over een bepaling op grond waarvan het op de markt brengen of het gebruik van apparatuur die een gevaar vormt voor de openbare zedelijkheid, de openbare orde, de openbare veiligheid, de gezondheid, het leven van personen, dieren en planten, het nationaal artistiek, historisch en archeologisch bezit of het industriële en commerciële eigendom verboden kon worden :

> "Binnen de korte tijd die haar is toegemeten, heeft de afdeling wetgeving niet met zekerheid kunnen nagaan of die bepaling in overeenstemming is met artikel 9, lid 5, van richtlijn 1999/5/EG, aangezien die gemeenschapsregel op verschillende manieren kan worden uitgelegd.
>
> Ook in dat geval zou het verkieslijk zijn dat de steller van het ontwerp bij de diensten van de Commissie informeert naar de uitlegging die eraan moet worden gegeven, en dat hij in voorkomend geval de onderzochte bepaling dienovereenkomstig aanpast."

Toen de Commissie om haar mening is gevraagd over de ontworpen regeling, heeft ze het volgende geoordeeld :

> "(...) The implementation of article 9.5 indeed seems to be incorrect. Article 9.5 is the ultimate safeguard to ensure that radio equipment does not

transmit in frequency bands, which haven't been allocated. It should only be applied restrictively (...).

The draft text categorically states that certain classes of equipment are not allowed to be marketed on the Belgian territory. This is contrary to the article, which foresees a specific decision, which needs to be proportional and thus should only be taken, when the other safeguards of the Directive do not suffice.".

Dat standpunt wordt niet gedeeld door het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie zoals blijkt uit een nota van de administrateur-generaal van 22 februari 2000, waarin deze artikel 30 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap aanvoert ter wettiging van de ontworpen regeling. Binnen het korte tijdsbestek dat de afdeling wetgeving is toegemeten, heeft ze zich niet kunnen uitspreken over de gegrondheid van die verschillende stellingen.

2. Het ontworpen artikel 93 is een uitzondering op het beginsel dat vervat ligt in artikel 94, luidens hetwelk de commercialisering van ieder apparaat dat voldoet aan de essentiële eisen, vrij is. Het zou dan ook logischer zijn de volgorde van die twee artikelen om te keren.

Artikel 11

(ontworpen artikel 94 van de genoemde wet van 21 maart 1991)

1. De indeling van het ontworpen artikel 94 behoort te worden herzien. De onderdelen 2° tot 6° horen immers niet thuis in de opsomming die wordt gegeven in het begin van het artikel. Ieder onderdeel dient in de vorm van een afzonderlijk lid te worden gesteld.

Het zou beter zijn het begin van het eerste lid als volgt te stellen :

"Apparatuur mag slechts gehouden of gecommercialiseerd worden indien zij voldoet aan de essentiële eisen, namelijk" :

2. In onderdeel 2° wordt de Koning gemachtigd om, op voorstel van het Instituut, voor bepaalde apparatuur aanvullende essentiële eisen op te leggen. Deze bepaling strekt ertoe artikel 3, lid 3, van de genoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999 om te zetten, waarbij de Commissie de bevoegdheid krijgt om te beslissen dat apparatuur van bepaalde apparatuurcategorieën of apparatuur van een bepaalde soort met inachtneming van bepaalde eisen moet worden geconstrueerd. De aandacht van de stellers van het ontwerp wordt erop gevestigd dat de machtiging die aan de Koning wordt verleend Hem, overeenkomstig die bepaling van de richtlijn, uitsluitend de mogelijkheid biedt de lijst met essentiële eisen aan te passen aan de aanvullende

voorwaarden die in voorkomend geval door de Commissie worden opgelegd.

3. Wat onderdeel 3° betreft, wordt de steller van het ontwerp erop gewezen dat er pas van kan worden uitgegaan dat de genoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999 correct is omgezet wanneer de Koning de overeenstemmings-beoordelings-procedure heeft vastgesteld met inachtneming van de artikelen 10 en 11 van de genoemde richtlijn en van de bijlagen die daarin worden genoemd.

4. Wat onderdeel 4° betreft, wordt de aandacht van de steller van het ontwerp erop gevestigd dat er pas van kan worden uitgegaan dat de genoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999 correct is omgezet wanneer de Koning de voorschriften betreffende het CE-overeenstemmingsmerkteken heeft vastgesteld met inachtneming van artikel 12 van de genoemde richtlijn en van de daarin genoemde bijlagen (1).

5. In onderdeel 5° wordt artikel 6, lid 3, van de genoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999 op zeer onvolledige wijze omgezet en wordt afgeweken van de terminologie die in die richtlijn wordt gebruikt. Er wordt

---

(1) In voorkomend geval dient het koninklijk besluit van 10 november 1996 betreffende de goedkeuring van eindapparaten voor telecommunicatie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 september 1998, herzien te worden.

bijvoorbeeld niet in gezegd op wie de verplichting tot informatieverstrekking rust.

Men kan er pas van uitgaan dat artikel 6, lid 3, van dezelfde richtlijn is omgezet wanneer de Koning de daarin vervatte nadere regels heeft uitgevaardigd krachtens de machtiging die Hem met de ontworpen regeling wordt toegekend.

6. In onderdeel 6° wordt artikel 6, lid 4, van de genoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999 niet correct omgezet, doordat niet wordt aangegeven op wie de verplichting tot kennisgeving rust en doordat er niets in terug te vinden is van een omzetting van lid 4, tweede alinea, van dezelfde richtlijn.

7. Ook artikel 5, lid 1, van de genoemde richtlijn moet worden omgezet.

Artikel 12

(ontworpen artikel 95 van de genoemde wet van 21 maart 1991)

In de Franse tekst van artikel 2 van Verordening (EEG) nr. 3922/91 van de Raad van 16 december 1991 inzake de harmonisatie van technische voorschriften en administratieve procedures op het gebied van de burgerluchtvaart (1), wordt

(1) Zie Publicatieblad, L373, 31 december 1991.

geen definitie gegeven van het begrip "appareils", dat gebruikt wordt in de Franse tekst van het ontworpen artikel 95, 4°, terwijl in laatsgenoemd artikel wel naar die EEG-verordening wordt verwezen. De ontworpen bepaling dient verbeterd te worden zodat er alleen begrippen in worden genoemd die gedefinieerd zijn in de rechtsregel waarnaar wordt verwezen.

Artikel 14

(ontworpen artikel 96bis van de genoemde wet van 21 maart 1991)

1. In het ontworpen artikel 96bis wordt gewag gemaakt van apparatuur die voldoet aan de wettelijke voorwaarden. Het zou wenselijk zijn dat op zijn minst in de memorie van toelichting nadere informatie wordt verstrekt betreffende die "wettelijke voorwaarden", die alleen maar de voorwaarden kunnen zijn die zijn vastgesteld bij de terzake van toepassing zijnde wet- of regelgeving waarmee de genoemde richtlijn 1999/5/EG wordt omgezet.

2. In paragraaf 2 wordt artikel 7, lid 4, van de genoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999 niet correct omgezet. Artikel 7 van de richtlijn biedt de exploitant de mogelijkheid bepaalde apparatuur niet aan te sluiten, ze af te sluiten of uit het dienstaanbod te halen, terwijl de ontworpen regeling het ook heeft over de commercialisering van bepaalde apparatuur. Bovendien wijkt de ontworpen

regeling af van de terminologie die in de richtlijn wordt gebruikt.

Artikel 16

(ontworpen artikel 121 van de genoemde wet van 21 maart 1991)

1. Er behoort, op zijn minst in de memorie van toelichting, gepreciseerd te worden dat aan de drie voorwaarden samen moet worden voldaan.

2. Bovendien heeft artikel 18, lid 2, van de genoemde richtlijn 1999/5/EG van 9 maart 1999 alleen betrekking op de apparatuur die uiterlijk twee jaar na de inwerkingtreding ervan op de markt is gebracht, terwijl de ontworpen tekst ook betrekking heeft op de apparatuur die vóór die datum is vervaardigd.

SLOTOPMERKINGEN

1. In de inleidende zinnen dient in geval van wijziging of opheffing van een regeling melding te worden gemaakt van de nog geldende regelgevende teksten waarbij die regeling uitdrukkelijk is gewijzigd. De wijzigingen die doelloos zijn geworden dienen dan ook te vervallen.

2. Uit wetgevingstechnisch oogpunt laat de redactie van de regeling te wensen over (1).

Men lette onder meer op de inachtneming van de volgende regels :

1° hoofdstukken en afdelingen worden met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers genummerd. In het Frans worden het eerste hoofdstuk en de eerste afdeling echter voluit geschreven. Zo schrijve men bijvoorbeeld in de Franse tekst "Chapitre premier" voor het eerste hoofdstuk in plaats van "Chapitre I";

2° een artikel mag niet in paragrafen worden ingedeeld indien geen van die paragrafen meer dan één lid bevat;

3° in de Franse tekst schrijve men "§ 1er" met een rangtelwoord, in plaats van "§ 1";

4° een opsomming in een zin mag niet worden onderbroken door tussenzinnen;

5° de verschillende onderdelen van een opsomming worden van elkaar gescheiden door een puntkomma en niet door een punt; alleen na het laatste onderdeel wordt een punt gezet;

---

(1) Zie wat dat betreft de circulaire wetgevingstechniek, bekendgemaakt op de website van de Raad van State, op het volgende adres : http://raadvst-consetat.fgov.be.

6° wanneer in een bepaling verwezen wordt naar een onderdeel van een artikel, behoort bij die verwijzing zowel na het nummer van het artikel als na de vermelding van het onderdeel van het artikel een komma te worden gezet;

7° een overdadig gebruik van hoofdletters behoort te worden vermeden.

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN, président de chambre,

P. LIENARDY, conseillers d'Etat,
P. QUERTAINMONT,

Madame C. GIGOT, greffier assumé,

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. AMELYNCK, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER,

C. GIGOT

De kamer was samengesteld uit

De heren kamervoorzitter,

staatsraden,

Mevrouw toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. C. AMELYNCK, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

DE GRIFFIER,

C. GIGOT

LE PRESIDENT,

R. ANDERSEN

DE VOORZITTER,